

CIBLE

Minc

Mais qui donc fait monter à ce point Marine Le Pen dans les sondages ? Les socialistes accusent l'Élysée alors que la candidate nationaliste sème l'effroi en haut lieu.

En fait, tout le monde est responsable de cette ascension, à commencer par les marchands de sondages et leurs clients journalistes qui font monter la mayonnaise en expliquant que les sondages ne sont pas prédictifs mais qu'il faut tout de même les considérer comme un événement. Somme toute, on met en valeur la notoriété de Marine Le Pen ce qui la rend plus notoire encore.

Les socialistes ne sont pas non plus innocents – eux qui veulent traiter par l'infirmerie sociale les victimes de la politique d'austérité. Rien qu'à entendre le patron du FMI, on a envie de se livrer à de vilaines transgressions politiques.

Mais le meilleur agent électoral de Marine Le Pen n'est autre qu'Alain Minc. Le conseiller de Nicolas Sarkozy, l'homme qui dit tout haut ce que les oligarques pensent tout bas, a déclaré le 4 mars sur *France 2* que « *Français ça ne veut rien dire* ».

A l'heure des comptes, nous n'oublierons pas l'arrogante bêtise d'Alain Minc.

CRISE ALIMENTAIRE

Vaincre la spéculation

Socialistes

**Gare
au *care***

p. 3

Idées

**Edgar
Morin**

p. 9

L'instant du roi

Il y a tout juste trente ans, le 23 février 1981, le roi Juan-Carlos I^{er} d'Espagne, de sa seule autorité, mettait fin à une tentative de coup d'État. Il légitimait, pour longtemps, la monarchie.

Dix-huit heures vingt-cinq, dans l'hémicycle de la Chambre des députés espagnole : le général Tejero fait irruption, un pistolet à la main, et tire en l'air devant des députés. La plupart des Espagnols, et un grand nombre de citoyens d'autres pays européens gardent en mémoire ces images tragiques qui renvoyaient l'Espagne à ses plus anciens démons. Le discours télévisé du roi, quelques heures plus tard, est un autre symbole, ancré encore aujourd'hui dans toutes les mémoires, de ces événements qui vaccinèrent finalement nos voisins pour longtemps contre toute tentation de la dictature.

En Espagne, tout le monde se rappelle avoir vu cela en direct à la télévision. Il n'a pourtant pas pu en être ainsi. L'intervention du roi, enregistrée au palais de la Zarzuela, fut diffusée avec un léger différé. Les images de l'irruption des putschistes devant les Cortes ne purent, elles, être vues, qu'après la conclusion

heureuse des événements et l'évacuation du Parlement espagnol par Tejero et ses sbires, le lendemain midi. Le trentième anniversaire des événements du 23 février 1981 est une excellente occasion pour faire le point sur ce qui reste aujourd'hui des heures tragiques de la démocratie espagnole.

C'est ce que nous permet le dernier livre traduit en français du romancier à succès Javier Cercas. (1) Mêlant d'une manière souvent ironique uchronie, stricte enquête journalistique et envolées romanesques, l'auteur nous rappelle quelques vérités et édifie des hypothèses, quand manquent les preuves. Parmi celles-ci, on attend avec impatience, aujourd'hui encore, les enregistrements des conversations téléphoniques de la nuit du 23 au 24 février que le roi d'Espagne tint avec les commandants militaires de toutes les régions d'Espagne. Il faudra encore patienter vingt ans avant de pouvoir en disposer, selon la

lettre de la loi sur les archives espagnoles.

On sait cependant, par les dépositions du procès qui suivit la tentative de coup d'État, que Juan-Carlos, eut fort à faire, durant de longues heures, pour convaincre ces chefs militaires, tous anciens compagnons de Franco, dont certains avaient servi dans la division *Azul*, aux côtés d'Hitler, durant la Seconde Guerre mondiale. Probablement surpris par l'aplomb d'un roi résolu à défendre la démocratie, ces vieux militaires resteront finalement dans la légalité et renonceront à faire sortir les chars dans la rue. Mais l'Espagne aura tremblé.

Pour les Français, Javier Cercas rappelle un fait curieux : le général Armada, principal chef des conjurés, pense s'inspirer, dans sa tentative de prise du pouvoir, de celle réussie par le général de Gaulle en 1958. Face aux épreuves du terrorisme basque, aux décisions politi-

ques et à la crise économique, Armada rêve convaincre les principaux partis politiques de lui confier le pouvoir. Le roi n'y croit pas et le refus est signifié au général félon par télex : « *Quelle que soit la nature de ce coup d'État, il ne pourra s'abriter derrière le roi, puisqu'il est contre le roi (...)* Je vous ordonne de retirer toutes les unités que vous avez déplacées (...) Je vous ordonne de dire à Tejero qu'il change immédiatement d'attitude (...) Je jure que je n'abdiquerai pas ni n'abandonnerai l'Espagne. Ceux qui se rebellent sont prêts à provoquer une nouvelle guerre civile dont les conséquences relèveront de leurs responsabilités ».

Javier Cercas croit tout de même que la responsabilité du roi pourrait être mise en cause, dans la genèse des événements. Juan-Carlos, investi de pouvoirs réels après la mort de Franco, n'aurait pas encore bien domestiqué, au tournant des années 1980, son rôle d'arbitre constitutionnel et de roi qui règne mais ne gouverne pas. Trop habitué à donner son opinion, et surtout à intervenir dans le jeu quotidien de la politique, il aurait imprudemment émis des jugements défavorables au sujet de son Premier ministre d'alors, Adolfo Suárez. Ce dernier, protégé par le roi dans son œuvre de démantèlement progressif du régime franquiste, était alors en train de prendre toute l'autonomie d'un chef dont la légitimité ne vient que des urnes.

David NOVARRO

(1) Javier Cercas - « *Anatomie d'un instant* », Actes Sud, 2010, prix franco : 25 €.

 Achat immédiat

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE MARTINO MENDOUX

SOMMAIRE : p.2 : L'instant du roi - p.3 : Martine au Caire - p.4 : Crise alimentaire ou spéculation ? - p.5 : Le dernier tiers-mondiste - p.6/7 : Débat sur le socialisme - p.8 : Tillion - La France retrouvée - p.9 : Il faut trouver la voie - p.10 : Enard - Hammerstein - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Quelle cible choisir ?

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.99.20

Dir. publication : Yvan AUMONT

Com. paritaire 0514 G 84801

ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (47 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Martine au Caire

Non, Martine Aubry n'est pas allée en Égypte où elle aurait pu prendre quelques utiles leçons. Mais elle a fait la promotion du *care* qui se prononce « caire » avant de rencontrer à Athènes ses lamentables camarades grecs et espagnols. Oyez la courte chronique d'un reniement satisfait.

Martine Aubry c'est à hurler. De rire. Ou de colère. Pour moi, c'est la colère depuis que j'ai lu l'entretien qu'elle a accordé au *Monde* du 2 mars. Titre : « Pour 2012, les Français sont en attente de sens, d'éthique, de vérité ». Contenu : la gauche doit lancer une « offensive de civilisation » face au libéralisme financier ; elle doit construire une « société créative » ; elle doit assurer « la promotion d'une société de justice et de respect, fondée sur l'égalité réelle, avec des droits adaptés à chacun mais aussi des devoirs » ; le tout enrobé dans le *care* qui est « l'attention aux autres »...

Formidable ! Tout le monde est pour l'égalité, la justice, le respect, l'éthique. Tous ces mots figurent dans les programmes des socialistes et de la droite depuis belle lurette - mais c'est tout le contraire qui a été effectivement réalisé au nom du pragmatisme, du principe de responsabilité et autres tartufferies dont la maison Jospin s'était fait une spécialité. La maison Jospin où Dame Martine figurait en très bonne place et qui a organisé tous les reniements de cette sale période où l'on se tenait chapeau bas devant le libéralisme financier et où l'on privatisait à tout va dans l'irrespect du programme de 1997. La maison Jospin qui, en accord avec Jacques

Chirac, proclama la « guerre morale » contre la Yougoslavie - avec comme résultat l'installation au Kosovo d'une bande de criminels dont les agissements sont désormais connus (1). Nous attendons le mea culpa de la petite dame de grande vertu qui tente de donner de la profondeur à son insignifiance en appelant à « l'offensive de civilisation ». Je ne vais pas en faire une dissertation car il s'agit d'un effet barbe à papa : une grosse mousse sucrée enrobant la mince tige du programme où il est question comme d'habitude des logements sociaux et la lutte contre le chômage des jeunes.

Il faut rester dans cette ambiance de fête foraine, style *Paris-plage* avec du sable sur les pavés et maintes balançoires, pour évoquer en guise de feux d'artifice la désormais fameuse « société du *care* ». Si Dame Aubry se présente, je vous promets que nous ferons une complète analyse du concept. Pour le moment, il suffit de se souvenir que le *care* est l'invention d'une féministe américaine - tendance ninoche - récupérée par Anthony Giddens, gourou de Tony Blair. On peut rigoler de l'étalage cairiste des bons sentiments. En fait, le *care* est une arnaque, une véritable saloperie :

Si « aucune allocation ne remplace les chaînes de soins, les solidarités familiales et

amicales, l'attention du voisinage, l'engagement de la société tout entière » comme l'a écrit Dame Martine (*Le Monde* du 14 avril 2010) on peut réduire les allocations au fur et à mesure que se développera l'administration bénévole de la misère qui s'est mise en place après 1983. Déjà à cette époque, les socialistes bénissaient les *Restaurants du cœur* qui étaient censés compenser l'abandon progressif de la politique sociale instaurée à la Libération...

Mais à quoi bon argumenter : le *care* a été lancé à partir de la technique des études qualitatives utilisées par les publicitaires pour tester leurs produits. Et ces études montrent que les seniors sont contents quand on prend soin d'eux (sans blague ! tout cet argent dépensé pour ça !) et pourraient donc voter pour la gentille Martine qui veut que les bons jeunes gens apportent aux braves vieux des gâteaux et des bonbons pour faire passer le goût des médicaments. Quel mépris !

Et quelle imposture ! Peu après avoir déclamé sur la justice et le respect, Martine Aubry a rejoint ses camarades socialistes à Athènes pour préparer un plan bidon de sauvetage de l'euro et serrer la main des dirigeants grecs et espagnols qui imposent à leur peuple la punition décidée par Strauss-Kahn, Trichet, Merkel et Sarkozy.

Sylvie FERNOY

(1) cf. l'étude de Jean-Arnaud Dérens : *Au Kosovo, la « sale guerre » de l'UCK*, dans *Le Monde diplomatique*, mars 2011, pages 6 et 7.

L'écho des blogs

Les rébellions.

Jean Nicolas par un rigoureux travail d'historien nous a éclairés dans son ouvrage publié en 2002 au Seuil, *La rébellion française*, sur l'émergence entre 1661 et 1789 d'une conscience sociale et politique à travers le développement des mouvements populaires de refus. Il établit une mesure rigoureuse de toutes les formes de luttes et de résistances. Elle montre une progressivité qui conduira à l'inévitable issue révolutionnaire de 1789.

Autre temps, même méthode. Dans un entretien publié sur le blog *Marianne2* (1) l'anthropologue Alain Bertho établit ce constat « J'ai compté environ 250 émeutes dans le monde en 2008, 540 en 2009 et 1300 en 2010. » Il aborde la question de la conscience sociale et politique qui se construit. L'originalité du moment présent est que ces mouvements ne revendiquent pas le pouvoir : « Leur objectif, est de changer la nature de l'État mais après ils laissent aux spécialistes, aux politiques le soin de régler les questions institutionnelles quitte à manifester encore leur mécontentement » et plus loin : « Il faut apprendre à entendre ce que l'on n'entend pas. Il n'y a ni drapeaux rouges ni drapeaux verts, c'est toujours le drapeau national qui est brandi, l'affirmation d'un peuple qui demande à être reconnu, écouté sur toutes les choses qui ne vont pas. »

Il fait ce constat qui vaut pour tous les pays où l'oligarchie accapare le pouvoir : « Les États ne prennent plus en compte la vie des gens. Ils prennent en compte le cours du baril, la notation par les marchés financiers. Ces révoltes renvoient à tous ces enjeux politiques. » L'heure n'est plus au grand soir, mais à la révolution politique, à la révolution par la loi. Alors, pour des causes similaires et selon ses traditions, le peuple en France entrera dans ce mouvement. Lire l'article de Bertrand Renouvin « Et notre révolution ? » (2)

François ENNAT

(1) http://www.marianne2.fr/Tunisie-Egypte-Libye-les-revoltes-ne-veulent-pas-le-pouvoir_a203161.html

(2) <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=2917>

Crise alimentaire ou spéculation ?

Dans une note de conjoncture de 2008 André Neveu (Académie d'Agriculture de France) ⁽¹⁾ posait la question : la crise agricole de 2008, où les prix des produits alimentaires ont augmenté de 80 % par rapport à 2005, serait-elle « la première manifestation d'une catastrophe alimentaire qui menace le monde ? ».

Trois ans après, en 2011, cette question ne se pose plus, et tout le monde admet que nous sommes devant une pénurie qui s'aggrave durablement. L'autre question qui se pose alors est celle de son origine : naturelle ou orchestrée par la nouvelle gouvernance de l'agriculture ?

C'est là le grand débat. En effet parmi les principaux facteurs de crise on peut citer pêle-mêle : une production dépendante de contraintes voire de catastrophes climatiques rendant difficile toute prévision à moyen terme ; la non-élasticité de la demande (on doit manger pour vivre !), qui favorise la volatilité des cours quand offre et demande ne sont pas en adéquation ; la libéralisation des échanges, qui aligne la production agricole sur la production industrielle et favorise à terme la gestion spéculative des stocks ; l'augmentation de la demande alimentaire des pays émergents ; la réduction des surfaces agricoles, soit par dégradation du milieu, soit par confiscation au bénéfice de la production d'éthanol produit à partir du maïs (20 % de la production américaine) ou de la canne à sucre (50 % de celle du Brésil) ; la lutte pour l'accaparement de l'agriculture mondiale par certains pays via les OGM (États-Unis), l'achat de terres agricoles partout dans le monde (Chine) ou le démarrage d'une politique de suspension des

exportations (Russie). Ces raisons sont multiples, mais peuvent se regrouper en deux principales : les bouleversements climatiques et le remplacement des politiques agricoles mondiales (ou communautaires dans le cas de l'Europe) par une gestion spéculative et financière de l'agriculture, qu'elle soit privée ou nationale. Toutes les autres sont des avatars de ces deux-ci. Alors, quelle est la cause majeure de cette crise ?

Le changement climatique d'abord. Il se traduit par des grandes variations locales : tempêtes, sécheresses, vagues de froid ou de chaleur ; mais aussi par un appauvrissement des sols, un épuisement des ressources en eaux, l'apparition de maladies nouvelles, etc. Soit. Cela dit, les projections de l'INRA et du CIRAD montrent que pour les 50 ans à venir, la planète sera encore capable de produire de la nourriture pour 7 puis 9 milliards d'habitants. (2) Ce qui n'empêche pas de se préoccuper du futur, et il n'est pas brillant. L'augmentation de 70 % de l'activité agricole que cela va exiger si l'on ne change rien aux méthodes, devrait accélérer les dégradations du milieu et la raréfaction des ressources en eau et en terres agricoles.

Si les 50 ans à venir sont raisonnablement garantis, il n'en sera pas de même de la suite, sauf à changer drastiquement les comportements

alimentaires (et écologiques) de l'humanité. Ce ne sera pas une mince affaire... Mais dans l'immédiat la famine n'est pas tant due à un problème écologique qu'à une mauvaise distribution des ressources. Le Maghreb, région du monde la plus déficitaire, montre bien les risques qu'une telle disparité dans la distribution peut amener : les grèves, maintenant les révolutions de la faim, ne sont pas près de se terminer si l'on continue de concevoir l'alimentation comme une simple source de bénéfices financiers.

Transformation des politiques agricoles donc. L'ONU naissante avait créé la FAO (*Food and Agriculture Organization*), pour souligner l'idée que l'alimentation est un droit humanitaire. En Europe la *Politique Agricole Commune* (PAC), malgré les critiques qu'on a pu lui faire, posait elle aussi en principe que l'agriculture était un domaine particulier. On se souvient surtout de ses excès, comme les stocks laitiers détruits régulièrement : au moins y avait-il des stocks non spéculatifs. Il n'est pas question de faire de la PAC une panacée : les agriculteurs français ont fini par se retrouver prisonniers des banques du fait de sa politique bureaucratique, qui a également gelé toute option alternative (demandez à José Bové ce qu'il en pense). Mais la place libérée par cette démission des gouvernements a été prise par

le *business* et depuis 2005 la crise s'est inscrite durablement dans le paysage, simplement parce que l'agriculture est devenue une branche de la spéculation financière.

Ce qui explique pourquoi, bien que la production mondiale en 2010 ait été bonne, les prix ont poursuivi leur envolée. Quoi de mieux en effet pour un spéculateur qu'une clientèle captive devant s'approvisionner tous les jours ; qu'une activité où, avec des stocks gérés finement et une nature créant de l'instabilité, on peut provoquer des disettes qui favorisent l'envolée des cours ; que la possibilité d'aboutir au servage des agriculteurs, par une stratégie adaptée d'accaparement via l'exclusivité sur les semences, l'endettement imposé et à terme la perte de la propriété foncière. Et ça marche bien : déjà, le milliard et demi d'affamés sur notre planète est formé pour les trois-quarts de paysans du tiers-monde.

Nous avons donc un peu de temps devant nous pour concevoir des méthodes et des stratégies agricoles respectueuses de l'environnement et adaptées à une alimentation de masse. En revanche c'est dans l'urgence qu'il faut repenser la PAC et créer cette Organisation Mondiale de l'Environnement, regroupant la FAO, le *Programme des Nations Unies pour le développement* (PNUD), le *Programme des Nations Unies pour l'environnement* (PNUE) dans une seule structure mondiale avec pouvoir de mise en œuvre des décisions des États membres, sur le modèle de la Banque Mondiale. (3) Sans cette prise de conscience et ces décisions urgentes, les révolutions de la faim vont se multiplier et rendre notre monde encore plus inhumain.

François VILLEMONTAIX

(1) http://www.academie-agriculture.fr/mediatheque/Redaction/Note_de_Conjoncture/20080619note14an.pdf

(2) www.cirad.fr/actualites/toutes-les-actualites/articles/2010/ca-vient-de-sortir/agrimonde

(3) *Royaliste* n° 968, « *Après Copenhagen – Quelle politique choisir ?* », pp. 6-7.

Le dernier tiers-mondiste

Le cas libyen est différent des cas égyptien et tunisien en ce qu'il revêt une signification internationale de par la personnalité du colonel Kadhafi.

La Grande Jamahiriya libyenne arabe populaire et socialiste est un avatar de l'URSS. Elle est en effet plus qu'un pays donné. Elle est une idéologie, indépendante du pays concret qui la porte. À tel point que la réalité du pays a quasiment disparu. Qu'est-ce que la Libye ? Le peuple libyen ? Y a-t-il une nation libyenne ? La Russie a survécu sous l'URSS ; on ne peut en dire autant de la Libye sous Kadhafi.

L'URSS fut un adversaire de taille pour l'Occident pendant soixante-dix ans. La division est-ouest fut dominante jusqu'à la chute du mur de Berlin. Pour autant, Kadhafi fut un de ceux qui ont travaillé à partir de 1973 à remettre en cause cette organisation du monde pour la remplacer par l'opposition nord-sud. La guerre israélo-arabe d'octobre 1973 suivie du premier d'une série de chocs pétroliers ont voulu imposer un nouvel ordre international dont le sommet d'Alger de 1974 constitua l'apogée. On retrouve ici l'Égypte post-nassérienne alors (colonel Nasser), l'Algérie du colonel Boumediène et le jeune colonel libyen, au cœur d'un nouveau non-alignement rejetant à la fois communisme et capitalisme, URSS et États-Unis.

Le chef libyen est le seul survivant de ce mouvement tiers-mondiste, Fidel Castro étant réputé avoir quitté le pouvoir. Un Castro qui n'était

néanmoins pas sur la même ligne, étant aligné sur Moscou et faisant la différence entre les deux systèmes, mais dont le pays, Cuba, a lui aussi disparu sous le castrisme. Leurs successeurs internationaux, l'iranien Ahmadinejad et le vénézuélien Chavez, ne représentent qu'eux-mêmes ; à supposer que leurs peuples soient derrière eux, ils le sont pour d'autres raisons, intérieures, économiques, car ces deux pays ne sont pas insignifiants, leurs peuples comptent, et la rhétorique anti-impérialiste de leurs présents dirigeants n'est pas décisive.

Est-ce à dire que l'anti-impérialisme n'a plus lieu d'être ? La focalisation des médias internationaux sur ces quelques voyous, et singulièrement aujourd'hui le colonel Kadhafi, rentre dans la logique de la **fin de l'Histoire** décrétée en 1989 par Fukuyama. L'Est disparu, il n'y avait déjà plus de **tiers monde**. Sauf que ce tiers-monde se voyait lui-même comme un second monde, confondant les deux premiers dans un même Nord. Pourquoi donc disparaîtrait-il ? Et pourtant Fukuyama a eu raison contre Kadhafi. Le Sud est mort avec l'Est au sein de la **mondialisation**. Les nouveaux regroupements transversaux, notamment issus des pays émergents, ne sont pas animés par des personnalités hors norme, surgissant de nulle part. Leur force vient non des individus qui les dirigent mais

de la force même des pays qu'ils représentent, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie, et ainsi de suite.

Kadhafi ou aujourd'hui Chavez et Ahmadinejad nous égarent. Cette obsession **personnalisante**, particulièrement américaine, comme hier avec Saddam Hussein ou encore Ben Laden - qui cette fois n'est pour rien dans ces mouvements -, focalisant sur des caricatures ou des polichinelles, nous cache la forêt. On nous fait croire sinon dans l'unanimité du moins au plus large consensus international. Ces quelques personnages écartés, en effet, d'où viendra la dissidence, l'opposition, la critique, la contestation ? Ces révoltes ne nous conduisent pas à la révolution mondiale mais au contraire à l'apaisement, à la banalisation, à la trivialisation des luttes. Nous ne voyons pas un nouvel horizon mais plutôt nous donnons dans une impasse.

Même la Chine adhère aux règles s'imaginant les contrôler. Championne du souverainisme, elle n'a pas plus que la Russie osé s'opposer au Conseil de Sécurité aux sanctions contre le régime libyen. Non pas qu'il ne faille pas faire front contre toute tentative de ce régime de s'en prendre au peuple, mais que l'on se retrouve ainsi piégé au sein d'un prétendu consensus sur la **mondialisation** montre l'étroitesse de la marge de manœuvre aujourd'hui consentie à tout rebelle.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **IRAN** - Daryoush Homayoun, fondateur du mouvement royaliste *The Constitutionalist Party of Iran* (CPI), est décédé à Genève le 28 janvier dernier à l'âge de 82 ans. Ministre de l'information et du tourisme dans le cabinet de Jamshid Amouzegar il avait été arrêté à la chute du Chah en 1978, mais était arrivé à s'échapper de prison et avait vécu en Iran clandestinement pendant quinze mois avant de réussir à prendre le chemin de l'exil. Il a été l'une des figures les plus influentes de l'opposition iranienne de la diaspora.

♦ **LIBYE** - « Les scènes à Benghazi d'un éventuel retour des monarchistes est une preuve que l'on a la nostalgie du régime du roi Idris, marionnette attitrée de l'impérialisme occidental », c'est ce qu'affirme le Parti communiste congolais (qui soutient Kadhafi) ! Et effectivement les royalistes sont présents parmi les insurgés comme l'indique Alain Gresh dans un entretien paru dans *l'Humanité* : « *L'opposition libyenne est très composite. Il y a des nationalistes, des démocrates, des royalistes et des islamistes* » et l'on peut voir le drapeau de l'ancienne monarchie sur des bâtiments publics et brandi lors des manifestations. En exil à Londres, le prince héritier du trône de Libye, Mohammed al-Senoussi, 51 ans, prédit : « *le combat de Kadhafi pour rester au pouvoir ne sera pas de longue durée en raison de la volonté de liberté du peuple libyen. Cette grande révolution populaire finira par être victorieuse, grâce à l'unité du peuple libyen* » ajoutant qu'il ne voulait pas d'une intervention armée étrangère car « *cela n'apporterait pas la paix et la liberté dont nous avons envie* ». Dans un entretien dans *Le Figaro* en 2007, le prince déclarait : « *Si dans l'avenir les Libyens choisissent la monarchie, je suis là. S'ils font un autre choix, je le respecterai.* »

♦ **BULGARIE** - Selon le quotidien bulgare *Standart*, Ahmed Dogan le fondateur du *Mouvement pour les droits et libertés* (MDL - minorité turque) aurait rencontré le roi Siméon et lui aurait déclaré que son mouvement ne soutiendrait pas Meglena Kouneva la candidate officielle du parti royaliste, le *Mouvement national pour la stabilité et le progrès* (MNS), à l'élection présidentielle du mois d'octobre. Selon Dogan le seul candidat que son mouvement soutiendrait serait le roi Siméon s'il acceptait de se présenter. Avec 14 % des suffrages le MDL a obtenu 38 sièges aux élections législatives de 2009 alors que le MNS avec à peine 3 % des voix n'est plus représenté au Parlement. Le roi Siméon aurait promis à Ahmed Dogan d'examiner sa proposition.

♦ **OMAN** - Après les troubles qui ont eu lieu dans le royaume, le sultan Qabous, a renvoyé trois de ses ministres qui étaient accusés de corruption par les manifestants. Selon Marc Valéry, spécialiste de la région : « *le sultan Qabous détient tous les pouvoirs mais en même temps, bénéficie d'une très forte légitimité au sein de la population. On l'a vu récemment, durant la dernière semaine du mouvement de protestation : il n'était pas directement remis en cause.* »

Débat sur le socialisme

A

vant de reprendre lors de notre *Mercredi* parisien du 12 janvier le fil d'un débat engagé depuis une vingtaine d'années, Anicet Le Pors ⁽¹⁾ nous avait adressé un texte résumant ses réflexions après l'échec du *socialisme réel* et face à la crise du capitalisme. Trois séries de propositions y sont inscrites dans une perspective socialiste commentée par

Bertrand Renouvin.

L'idée de **socialisme** connaît aujourd'hui une profonde désaffection. Il y a à cela des causes générales, au premier rang desquelles l'effondrement du système dit du *socialisme réel*, mais aussi une décomposition sociale profonde caractérisée par une perte des repères traditionnels : matériels, politiques, idéologiques, qu'accompagne un affaiblissement du lien social. La nature même des formations politiques qui s'en réclamaient en est atteinte.

En France, le Parti socialiste n'est ainsi qualifié que par habitude ou inertie. Le Parti communiste lui-même n'y fait plus guère référence (à l'exception notable du mouvement des jeunes communistes), la plupart de ses inspirateurs - dont plusieurs l'ont d'ailleurs quitté récemment - ayant pratiqué la fuite en avant vers un communisme indéterminé sous couvert de la célèbre phrase de Marx : « *le mouvement réel qui abolit l'é-*

tat actuel des choses », phrase qui, dogmatisée et hors l'usage effectif qui en est fait, ne veut rien dire, mais dispense de caractériser les transformations majeures qui permettraient d'identifier une société nouvelle.

Or, dans une crise qui est bien une crise de système, il est plus que jamais nécessaire de dire quelles seraient les transformations quantitatives et qualitatives qu'il faudrait réaliser pour contester le capitalisme, à la fois nocif et incapable de répondre aux besoins humains de notre époque. Il ne s'agit pas de revenir sommairement au séquençage que proposait le matérialisme historique : communisme primitif-féodalisme-capitalisme-socialisme-communisme, mais de s'inscrire néanmoins dans une perspective historique prolongeant la trajectoire antérieure.

Entreprise difficile sans doute dans le désenchantement ambiant, mais qui reste la responsabilité des femmes et des hommes de notre temps.

À cet effet, la stratégie de la récusation n'est pas la bonne solution : le contraire d'une erreur n'est pas nécessairement une vérité. L'hypothèse socialiste reste sur le chantier et il convient de lui donner un contenu tenant compte des échecs, mais aussi des enseignements du XX^e siècle *prométhéen*, en souvenir de ce titan de la mythologie grecque qui avait voulu de donner le feu du ciel aux hommes.

En rupture mais aussi en continuité. Rappelons que le matérialisme historique définissait le socialisme sur la base de trois caractéristiques : la propriété collective des grands moyens de production et de financement, le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés, l'émergence d'un homme nouveau. L'insuffisance de ces énoncés est aujourd'hui évidente au vu des erreurs et des perversions qui ont marqué leur mise en œuvre, mais elle ne justifie pas un rejet puéril et elle appelle au contraire, à la lumière de l'expérience, une refondation sérieuse. Celle-ci pourrait

développer une perspective socialiste selon les trois axes suivants.

L'appropriation sociale. L'étatisation soviétique a failli. L'expérience des nationalisations réalisées en France en 1982 montra que le simple transfert juridique de propriété était insuffisant (articulation faible à la politique économique publique et au développement des droits d'intervention des travailleurs). Le recours fréquent, aujourd'hui, à la notion de *pôle public* reste une facilité puisque ces pôles ne sont pas définis précisément, ne comportent aucune nouvelle expropriation du capital et ne sont pas davantage liés aux finalités.

Il s'agit donc de dire concrètement à quelles nationalisations financières et industrielles on se propose de procéder ; au-delà du simple transfert juridique de propriété, à quelle économie des besoins elles se rattachent, quels sont notamment les services publics qui leur correspondent, la rationalisation des politiques publiques que l'on souhaite mettre en œuvre, la planification que l'on se propose de réhabiliter, les relations internationales publiques que l'on veut promouvoir. Les statuts publics des personnels doivent être confortés et un statut lé-

gislatif des travailleurs du secteur privé instauré permettant la convergence des garanties et des droits.

La démocratie institutionnelle. Elle ne peut être confisquée par une catégorie sociale qui disposerait de prérogatives spéciales. La V^e République présentée à l'origine comme un **parlementarisme rationalisé**, est devenue *monarchie aléatoire* lorsque sont survenues les cohabitations. Elle connaît aujourd'hui une *dérive bonapartiste* dangereuse et dégradante. L'actuelle Constitution, dix-neuf fois modifiée en dix-huit ans, ne correspond pas à l'organisation des pouvoirs qui convient à notre pays. La démocratie institutionnelle doit reposer sur un régime parlementaire fondé sur un mode de scrutin proportionnel, exclusif de l'élection présidentielle au suffrage universel.

Cela devrait avoir comme conséquence immédiate, compte tenu de la dégradation démocratique que nous observons : le refus motivé de présenter un candidat à cette élection dès 2012. Le recours au référendum devrait être strictement limité aux questions constitutionnelles afin d'écarter la tentation plébiscitaire. Avec les principes d'unité de la République, de souveraineté nationale et populaire, de libre administration des collectivités territoriales, celui de subsidiarité démocratique devrait présider à la répartition des compétences aux niveaux infra et supranationaux.

La citoyenneté. L'homme nouveau n'a pas émergé, c'est là sans doute l'échec le plus grave des régimes communistes, soviétique et chinois notamment. Cette émergence était surtout conçue comme la conséquence des changements structurels ; la construction effective de cet être d'un autre type ne retenait l'attention que de manière subsidiaire. On peut mesurer aujourd'hui l'ampleur du désastre à l'état de la démocratie dans les pays

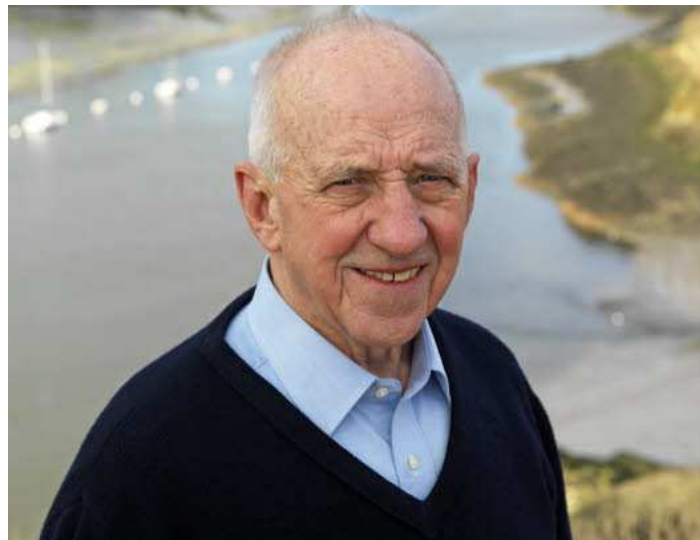
concernés. Ce constat doit normalement conduire au retour du citoyen sur la scène de l'Histoire. La France dispose à cet égard d'une histoire déjà longue, nourrie de ses révolutions et de ses penseurs les plus prestigieux. La citoyenneté est un concept puissamment fédérateur : il s'agit, en particulier, de notre conception de l'intérêt général et du service public, d'un modèle d'intégration fondé sur le droit du sol et l'égalité individuelle, d'une éthique de la responsabilité que permet la laïcité, d'un statut du citoyen avant tout politique mais aussi économique et social, d'une démocratie locale expérimentée, d'une histoire institutionnelle particulièrement riche, y compris de ses contradictions.

Ces options, que l'on peut dire socialistes tant elles correspondent à une société d'un type nouveau, inscrivent nécessairement leur application dans le temps long. Elles peuvent dans l'immédiat contrarier des stratégies d'alliances. Elles figurent néanmoins parmi les conditions d'une véritable ré-identification politique.

Anicet LE PORS

Deux accords, une réplique

Étranger au marxisme, je ne peux me dire socialiste tant le mot a été vidé de sa signification par les hiérarques de la rue de Solferino. Mais il y eut un socialisme français, partiellement institué par le Front populaire et qui s'est pleinement affirmé à la Libération et jusqu'au départ, en 1969, du général de Gaulle. Après, nous avons vécu sur cet héritage et espéré qu'il serait enrichi entre 1981 et 1983. Puis nous avons vu les socialistes officiels participer activement à la destruction du socialisme français qui se caractérisait par la planification indicative, un important secteur public, une volonté de juste répartition du revenu national, un



système assez complet de protection sociale.

En accord avec Anicet Le Pors, nous voulons une nouvelle politique de nationalisations - elle devrait porter immédiatement sur le secteur du crédit en raison de la catastrophe en cours - et nous nous retrouvons pleinement dans la conception de la citoyenneté qu'il expose. Mais il me faut une nouvelle fois répliquer sur la **démocratie institutionnelle** de trois manières :

- **la question des institutions** est à distinguer des problèmes relatifs à la reconstruction d'un socialisme français. Il n'y a pas de doctrine socialiste des institutions. Léon Blum s'est accommodé de la III^e République, qui ne pouvait lui donner les moyens de sa politique. François Mitterrand et les socialistes ont pu se maintenir au pouvoir grâce à la V^e République et la vieille gauche française, communistes compris, cultive étrangement la nostalgie robespierriste et celle du régime d'Assemblée. Nous sommes dans la posture, pas dans le projet de réforme constitutionnelle ;

- **le régime parlementaire** ne trouve son équilibre que dans la monarchie royale comme on le vérifie dans diverses nations européennes : l'arbitrage y est effectif et la symbolique nationale clairement incarnée ;

- **la réponse politique** aux faiblesses de la V^e République n'est pas dans un retour au régime d'Assemblée, par réaction à l'homme qui viole depuis 2007 l'esprit et la lettre de la Constitution, mais au contraire dans l'accomplissement du projet gaullien selon la logique qui prévaut en Grande-Bretagne, en Espagne, dans l'Europe du nord. Sans que les partis conservateurs se sentent exclus de la nation, le travaillisme s'est développé dans le cadre monarchique, comme la social-démocratie nordique ; un socialisme pourrait tout aussi bien s'affirmer en Espagne après la disparition de ce qui en tient lieu actuellement.

Différentes des miennes, parfois opposées mais pas toujours, les fidélités historiques d'Anicet Le Pors l'empêchent d'envisager la possibilité d'une royauté limitée dans son pouvoir mais exerçant pleinement son autorité dans le domaine qui lui est juridiquement attribué. Pour la suite de notre débat, nous aurions tous deux avantage à nous placer sur le plan de la stricte logique du Politique.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Anicet Le Pors, conseiller d'État, ancien ministre, a publié en 2010, « **Les racines et les rêves** », Éd. du Télégramme, prix franco : 20 €. 

Tillion

La France retrouvée

Emilie, la mère de Germaine Tillion habitait à Saint-Maur, Germaine et sa sœur Françoise furent élèves à l'École primaire supérieure de jeunes filles ; c'est au cimetière communal que la co-fondatrice du premier réseau de résistance a été inhumée en 2008.

Il était donc normal que les historiens du Vieux Saint-Maur (1) rendent hommage au célèbre enfant de la ville. Un hommage qui est devenu, au fil des articles et des documents publiés, un précieux ouvrage sur les premiers résistants et sur leur vie en prison et au camp.

Germaine Tillion et sa mère furent arrêtées en août 1942, emprisonnées à la Santé puis à Fresnes. Déportée à Ravensbrück en octobre 1943, Germaine y retrouvera Émilie quelques mois plus tard mais celle-ci sera gazée. Libérée, Germaine reprendra sa carrière d'ethnologue dans la fidélité à ses camarades vivants et morts.

Des reproductions de lettres et de nombreuses photographies illustrent les luttes et les souffrances de celles et ceux qui constituèrent à Saint-Maur-des-Fossés, l'une des bases arrière du réseau du musée de l'Homme : des gens sans histoire qui devinrent des saboteurs, des faussaires, des agents de renseignement par un mouvement spontané de refus qui est un geste inoubliable de notre histoire.

Annette DELRANCK

(1) *Le Vieux Saint-Maur*, bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Saint-Maur-des-Fossés, n° 77, « *Germaine Tillion et le réseau du musée de l'Homme à Saint-Maur-des-Fossés* », 2010, prix franco : 24 €.

 [Achat immédiat](#)

Face à la légende noire d'une France écrasée par la défaite et résignée à l'Occupation, un historien nous révèle le refus immédiat des pionniers de la Résistance, en communion avec le peuple français qui n'a jamais supporté la botte allemande.

Ces dernières années, la représentation dominante du début de la guerre donnait à imaginer les années 1940 et 1941 comme celle de l'écrasement, de l'adhésion massive et honteuse à Pétain, des Allemands corrects, de l'indifférence à l'égard de la poignée d'hommes engagés dans la lutte contre l'Occupant - le réseau antifasciste du musée de l'Homme, Honoré d'Estienne d'Orves et les étudiants du 11 novembre 1940 ayant sauvé, sur le territoire national, l'honneur perdu de la France.

Il est vrai que des Français éprouvèrent un lâche soulagement après l'Armistice, que beaucoup crurent un temps que le vieux maréchal serait salvateur et que les Résistants actifs ne furent jamais qu'une minorité. Mais les historiens doivent sans cesse reprendre le travail de leurs prédécesseurs, aller à la découverte des traces presque effacées, faire parler ceux qui avaient choisi de se taire, explorer les archives négligées.

Tel est le cas de Julien Blanc qui a fait son métier avec une grande rigueur méthodologique - son exposé introductif est remarquable à cet égard - et qui a eu la possibilité de s'entretenir longuement avec Germaine Tillion, sans rien perdre de son regard critique. Il en résulte un livre sur les commencements de

l'activité résistante qui remet en cause les idées reçues - et parmi elles les plus sombres.

Non, à cette époque les Français ne furent pas un peuple de lâches. La défaite fut un choc inouï, il y eut des aveugles volontaires et des collabos mais des témoignages trop négligés et les archives françaises et allemandes nous disent qu'il y eut un rejet immédiat des Allemands, une résistance muette (ne pas regarder les soldats ennemis, ne pas répondre à leurs questions), une floraison d'actes minuscules de désobéissance, une multitude de V tracés sur les murs à la demande de la BBC - puis, très vite la constitution des premiers groupes où l'on confectionne des papillons et les premiers bulletins dactylographiés puis copiés. Julien Blanc montre très précisément comment les premiers résistants se cherchent dans le Paris qui vient d'être occupé, commencent à se parler et se libèrent dans ces premiers échanges d'une souffrance inouïe, d'une angoisse littéralement affolante. Ainsi celles et ceux du musée de l'Homme - Germaine Tillion, Boris Vildé, Anatole Lewitsky, Yvonne Odon - que nous suivons dans toutes les phases de leur engagement.

Non, les actes de résistance en zone occupée ne furent pas des gestes isolés et négligeables. Les Allemands s'en inquiétèrent très vite et

leurs représailles furent impitoyables. Dix mois de prison pour une phrase jugée incorrecte à l'égard d'officiers allemands ; le poteau d'exécution pour le garçon de ferme qui avait endommagé des câbles téléphoniques de l'armée... Et la Wehrmacht ne fut pas *correcte* : dès les premiers jours, crimes de guerre et exactions en tous genres susciteront la haine que décupla la répression.

Non, le réseau du musée de l'Homme ne se définit pas par l'antifascisme de scientifiques de gauche. Comme tous les autres groupes et mouvements en formation, il échappe aux classifications sociales, professionnelles et politiques. La première résistance est faite par des intellectuels qui ne se conçoivent pas comme tels puisqu'ils sont plongés dans l'action, par des ouvriers, des militaires, des nobles, des moines, des monarchistes, des socialistes, des gardiens de la paix, des communistes... C'est pour la patrie qu'ils se mobilisent mais le gaullisme n'est pas encore défini, le Maréchal apparaît aux yeux de beaucoup comme un bouclier prestigieux et la relation des uns et des autres à l'histoire de France n'est pas univoque. Tous sont unis dans l'espérance qui se renforce dans les prisons, avant le peloton d'exécution ou la déportation, malgré les trahisons et la supériorité écrasante de l'ennemi.

Yves LANDEVENNEC

(1) Julien Blanc - « *Au commencement de la Résistance, Du côté du musée de l'Homme - 1940-1941* », Seuil, 2010, prix franco : 26,00 €.

 [Achat immédiat](#)

Il faut trouver la voie

Pardon, cher Edgar Morin, si le titre de votre dernier essai *La voie*, provoque chez moi une réminiscence de lecteur de Tintin, plus précisément du *Lotus bleu* : « Lao-Tseu a dit : il faut trouver la voie. Et ensuite vous connaîtrez la vérité. » Les tintinologues savent que la solution de Didi est terriblement simple pour trouver cette voie : un coup de sabre pour trancher la tête. Fort heureusement, la voie que vous préconisez ne résulte pas d'un procédé aussi sommairement tranchant : « *Les chemins des réformes pourraient progressivement se relier pour former la Voie. C'est la Voie qui régènerait le monde afin de faire advenir la métamorphose.* » Si l'ambition est immense, le chemin pour y parvenir apparaît très singulièrement complexe, car il constitue la résultante de réformes de tous ordres, il dépend de « *myriades d'initiatives sur l'ensemble de la planète.* » N'empêche que la volonté de donner une cohérence à l'ensemble n'est pas douteuse. C'est la gravité de la situation mondiale qui le requiert, avec l'accélération actuelle des crises. Non, Edgar Morin n'est pas un observateur optimiste de la mondialisation. Il envisage « *une issue catastrophique du cours des choses actuel* » qui résulterait de l'accumulation des facteurs négatifs.

La mondialisation libérale telle qu'elle fonctionne n'agréé pas du tout à notre sociologue, qui n'a jamais été séduit par les promesses qui l'annonçaient comme forcément **heureuse**. Il en critique « *la conception techno-économique du développement qui ne connaît que le calcul comme instrument de connaissance (indices de croissance, de prospérité, de revenus, statistiques prétendant tout mesurer).* » Cela ne surprendra pas ses plus anciens lecteurs qui connaissent depuis toujours son ambition de comprendre la société avec tous ses paramètres possibles, dont les plus précieux échappent justement au calcul. Edgar Morin n'est pas pour autant hostile au progrès scientifique et aux mutations techniques. D'un certain point de vue, il poursuit même la trajectoire progressiste initiée depuis le XVII^e siècle, en imaginant des mutations anthropologiques nées des perfectionnements de l'espèce. Il est donc assez loin de Jacques Ellul qui demandait une rupture avec l'imperium technologique. Certaines de ses propositions vont même à l'encontre des interdits écologiques contre le nucléaire. Pourtant, il fut un des pionniers de la défense des équilibres naturels. Cela ne l'empêche pas de considérer les hommes comme des mutants, n'hésitant pas à tirer le parti maximum des symbioses entre l'humain et les artefacts ainsi que des interventions génétiques.

Loin de déduire de ces mutations une transformation de l'espèce qui émergerait au-delà du bien et du mal en atteignant un état de perfection, il pressent au contraire un

surcroît de difficultés : « *Pour les êtres humains on ne saurait envisager l'élimination de la possibilité de folie, qui équivaldrait à une robotisation les rabaissant en machines triviales. On ne saurait diminuer la dialogique sapiens / demens, faber / mythologicus, economicus / ludens. On ne saurait éliminer la dialogique entre le logiciel égo-centrique et le logiciel communautaire / altruiste propre au sujet humain.* »

On retrouve bien là le penseur qui avait l'ambition, dès les années soixante, de forger les concepts humains pour fonder une **politique de l'homme**. Le sociologue ne s'est jamais accommodé d'aucune restriction intellectuelle, le simple souci de penser l'homme exigeant toutes les ouvertures et tous les élargissements. Il ne s'agissait pas seulement pour lui d'échapper à la vulgate marxiste, il fallait prendre la mesure de la civilisation. On se souvient qu'il n'y a pas si longtemps Henri Guaino avait soufflé à Nicolas Sarkozy de se mettre explicitement à l'école d'Edgar Morin, ce qui était une excellente idée, abandonnée aussitôt que suggérée. La rupture pour le coup aurait changé radicalement de nature et le projet encyclopédique supposé par une telle politique aurait rapidement épuisé les sherpas de l'équipe élyséenne.

par Gérard Leclerc



Comment alors caractériser cette *voie* ? Il serait vain de la résumer en quelques propositions, car celles-ci, si utiles soient-elles, n'ont d'intérêt que si on les relie à l'ensemble de l'œuvre d'Edgar Morin. Cet essai n'est que la réactualisation dans l'urgence du travail de toute une vie afin de montrer comment l'ensemble des défis de la mondialisation suppose ce qu'en son temps un Ernest Renan appelait une *réforme intellectuelle et morale*. Au préalable, il conviendrait de réapprendre à penser : « *La réforme de la pensée appelle une pensée de la reliure qui puisse relier les connaissances entre elles, relier les parties au tout, le tout aux parties, et qui puisse concevoir la relation du global au local, celle du local au global.* » On identi-

fie là, toutes les patientes recherches qui avaient donné lieu à la rédaction du dispositif majeur de l'œuvre, avec les six volumes de la *Méthode*. (1) Mais entre la généralité des principes et la pratique se pose la médiation de la politique, qui ne consiste pas dans un mauvais machiavélisme, car elle suppose une conception générale du monde. Or là-dessus, nous en sommes au *degré zéro*. C'est pourquoi Morin en appelle au retour des grandes problématisations d'hier, aussi bien réactionnaires, libérales que révolutionnaires, pour répondre au manque cruel de culture de la classe politique. Une classe qui croit avoir trouvé dans la seule économie la réponse aux questions du XXI^e siècle.

Il faut donc le lire, dans cet ouvrage bilan et programme tout à la fois, non sans discuter ferme avec lui. Personnellement j'ai beaucoup d'objections à lui opposer, la principale tenant sans doute à l'allure comtienne de son entreprise. D'Auguste Comte il a retenu l'ampleur, la totalisation, la projection au-delà de différences significatives. Ne serait-ce pas en définitive de sa part la reprise d'une certaine religion de l'humanité qui sans aboutir à la sociolatrie, y ressemble parfois étrangement.

📖 Edgar Morin - « *La Voie – Pour l'avenir de l'humanité* », Fayard, prix franco : 20 €.

[Achat immédiat](#)

📖 (1) Tous les volumes de *La Méthode* sont réédités dans la collection Points-essais. Ils ont également été regroupés en deux coffrets (coll. Opus), prix franco : 59 €.

[Achat immédiat](#)

Énard

Puisque après avoir étudié le persan et l'arabe, il a fait de longs séjours au Moyen-Orient, on pourrait sans doute dire de Mathias Énard que c'est un homme d'esprit qui a beaucoup voyagé, qui sait le monde. On se contentera de relever qu'il s'agit aussi d'un excellent écrivain, dont il faut lire le dernier roman (1), passionnant à maints égards.

D'aucuns ne manqueront pas de le déplorer : l'histoire que raconte Mathias Énard dans *Parle-leur de batailles, de rois et d'éléphants*, n'est pas, au sens strict, une histoire vraie. Reliant entre eux un certain nombre d'événements et de documents ayant résisté aux outrages du temps, le récit d'Énard prend très certainement de grandes libertés avec la vérité historique, à supposer, bien entendu, qu'une telle vérité existât. Est-ce grave, docteur ? Un romancier peut-il de nos jours raconter une histoire qui ne serait pas basée sur des faits réels ? Peut-on exiger d'une personne dont l'ambition est de composer des ouvrages littéraires de faire ce que n'importe quel gardien de la paix peut faire : dresser des PV ? Autant que nous sachions, on n'attend guère autre chose d'un écrivain qu'il nous transporte. Cela, Mathias Énard y parvient parfaitement. On aimerait d'ailleurs qu'il fasse école.

Lionel ROUVE

(1) Mathias Énard - « *Parle-leur de batailles, de rois et d'éléphants* », Actes Sud, 2010, 154 pages, prix franco : 19 €.

[Achat immédiat](#)

Hammerstein ou l'indépendance d'esprit

Le général Kurt von Hammerstein-Equord (1878-1943) commandait l'armée de terre allemande en 1933 à l'arrivée d'Hitler et du parti nazi au pouvoir.

Son beau-père, le général von Lüttwitz, avait mené le putsch militaire antibolchevique de Berlin en 1920 où périrent Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Son camarade et ami, Kurt von Schleicher fut cinquante-six jours avant von Papen, chancelier de la République de Weimar.

Tous dépassés par la montée en puissance populaire du national-socialisme, avaient imaginé domestiquer Hitler en l'attelant aux institutions démocratiques. Mais à peine nommé par le maréchal Hindenburg, celui-ci tint le 3 février dans les appartements mêmes de Hammerstein sa première conférence avec les chefs de l'armée du Reich. La sténographie clandestine transmise aux Soviétiques, à lire ici, prouve qu'Hitler y exposa clairement ses plans de prise de pouvoir absolu et d'expansion militaire vers l'Est. Quelques mois plus tard, sans faire mystère de son opposition, Hammerstein demande à être démis de ses fonctions et passe à la retraite dix années de dégoût, de 1934 à sa mort en 1943.

On sait, grâce au panorama brossé par Joachim Fest, (1) combien l'aristocratie militaire de tradition prussienne fut un vivier de résistants au nazisme, et la légende retient la figure chevaleresque du colonel comte Claus von Stauffenberg dans l'attentat du

20 juillet 1944. Ce que révèle à son tour le *Hammerstein* d'Enzensberger, c'est la complexité politique et la diversité humaine de ces élites qui, au-delà de leur profil sociologique traditionnel d'éducation et d'enracinement, éclatent en autant de mutations surprenantes que l'histoire présentait de faces et de virtualités.

À commencer par la carrière de Hammerstein et son rôle-clé dans le double jeu de la République de Weimar quant au respect des clauses du Traité de Versailles limitant la remilitarisation de l'Allemagne. Il fut le principal interlocuteur de l'Union soviétique dans les accords secrets qui permirent au Reich de reprendre sa politique d'armement et d'entraînement sur le sol russe, en faisant profiter en retour les Soviétiques de ses avancées technologiques. Il semble que les Alliés en aient été informés mais, dans l'esprit *munichois* qui prévalait déjà, aient fermé les yeux. On apprend ainsi, alors que l'effervescence révolutionnaire des communistes allemands menaçait la République, quelle connivence unissait au sommet les dirigeants du Paradis du Proletariat aux Allemands, préluant au futur pacte germano-soviétique.

À ces ambiguïtés historiques correspond le volet plus intime de la famille du général : le militantisme communiste de

ses filles, leurs amours et amitiés juives, et la sérénité imperturbable avec laquelle l'aile du patriarche couvrait ces menées anarchistes. Le réprouver aujourd'hui serait ridicule, face au calme et à la hauteur de vue du personnage dans l'estimation qu'il fait des risques et des chances de l'aventure. Il voit bien que les remparts traditionnels se sont effondrés et qu'il vaut mieux laisser les folles générosités balbutier leur texte plutôt que de continuer à jouer des rôles que l'adversaire a dépravés.

Dans le titre *Hammerstein oder der Eigensinn*, le dernier mot souffre d'être traduit par *intransigence* : il n'y a rien de buté dans l'obstination ou la ténacité d'un personnage qui fait montre, au cœur de l'asservissement général, d'une souveraine *indépendance d'esprit*. Mais il est vrai que ce travail d'histoire allemande n'est pas un roman, que l'auteur se permet des dialogues avec les morts qui aèrent l'imagination, et que, même recourant à une masse impressionnante de documents inédits et de témoignages familiaux, il instaure un rapport personnel à l'histoire qui implique le lecteur et l'engage. Un grand livre. (2)

Luc de GOUSTINE

(1) Joachim Fest - « *La Résistance allemande à Hitler* », Perrin, 2008, prix franco : 24 €. Voir le compte rendu dans *Royaliste* n° 942

[Achat immédiat](#)

(2) Enzensberger - « *Hammerstein ou l'intransigence - Une histoire allemande* », Gallimard, 2010, prix franco : 25,00 €.

[Achat immédiat](#)

40^e Anniversaire Il est temps de s'inscrire...

Comme nous vous l'avons dit, c'est à bord d'une péniche que nous fêterons le samedi 9 avril prochain le 40^e anniversaire de notre mouvement et de notre journal. Nous avons l'ambition d'y rassembler autour d'un buffet-dîatoire non seulement lecteurs, adhérents ou sympathisants mais aussi compagnons de route et invités de nos Mercredis de la NAR dans l'ambiance chaleureuse et amicale qui caractérise nos réunions.

C'est à partir de 20 h que la péniche sera ouverte et que nous vous accueillerons. Elle sera amarrée Quai de Grenelle, à deux pas du métro, et on disposera aussi d'un parking gratuit devant la péniche ([plan d'accès téléchargeable sur notre site internet](#)).

Pour des raisons d'organisation pratique nous vous demandons de **vous inscrire à l'avance** (par courrier ou [sur notre site internet](#)). Une participation aux frais du buffet-dîatoire est demandée : 25 € tarif normal, 10 € pour étudiants, chômeurs ou personne en difficultés financières.

Participer à cette soirée ne sera pas seulement passer un moment agréable entre amis et fêter un anniversaire, mais c'est aussi marquer sa solidarité au moment où des menaces sérieuses d'expulsion pèsent sur les locaux de la NAR.

Nous comptons sur vous !

S'inscrire maintenant

Yvan AUMONT

CONGRÈS 2011

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **9 et 10 avril 2011**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande [ou téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**La spéculation financière**" et, d'autre part, "**Le statut de l'étranger en France**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur..

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"**abonné des mercredis**" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 16 mars** - Tunisie, Égypte, Libye, Algérie... Quel sens peut-on donner aux « **Révoltes et révolutions dans le monde arabe** » ? Quelles ont été les causes profondes des mouvements qui ont emporté en peu de semaines plusieurs dictatures redoutables ? L'armée joue-t-elle le même rôle dans tous les pays considérés ? Faut-il craindre l'extrémisme religieux ou au contraire les mouvements révolutionnaires signifient-ils la fin de l'islamisme politique ?

Nous avons demandé à **Françoise GERMAIN-ROBIN** d'analyser pour nous cette situation en pleine évolution. Ancienne journaliste à France-Culture, grand reporter à *L'Humanité*, notre amie, qui intervient souvent dans nos réunions, a une connaissance approfondie du Maghreb et du Machrek auxquels elle a consacré ses enquêtes et ses ouvrages – sur les femmes d'Algérie, sur l'Islam, sur le conflit israélo-palestinien, sur l'économie algérienne.

● **Mercredi 23 mars** - Depuis sa fondation, *Royaliste* suit

attentivement le développement de la pensée d'**Edgar MORIN** dans les domaines de la sociologie, de l'anthropologie, de l'épistémologie, de la politique qui entrent dans la composition d'une œuvre magistrale.

Un nouvel ouvrage, *La Voie*, nous permet de poursuivre le dialogue que nous avons noué avec lui sur les questions décisives qui concernent l'avenir de l'humanité. Le sujet impressionne, il peut donner lieu à des discours lénifiants mais avec Edgar Morin nous sommes assurés d'envisager l'essentiel : la mondialisation et la crise de la globalisation, les catastrophes possibles mais aussi les raisons d'espérer selon la vaste perspective d'une « **Politique de civilisation** » dans laquelle il inscrit les indispensables réformes politiques, économiques, sociales, morales. La difficulté à envisager le présent devrait s'en trouver réduite.

● **Mercredi 30 mars** - Acteur, auteur du célèbre *Métronome*, *l'histoire de France au rythme du métro parisien*, puis du *Métronome illustré*, **Lorant DEUTSCH** n'est pas seulement passionné par son métier, par le football et par l'Histoire qu'il vient de faire revivre en incarnant Nicolas Fouquet dans un téléfilm sur France 2.

Diplômé de philosophie, celui qui interpréta Jean-Paul Sartre dans un autre téléfilm *Les Amants du Flore* se déclare publiquement « **Royaliste de gauche** », favorable à une monarchie constitutionnelle. Nous lui demanderons d'explicitier cette prise de position et d'évoquer sa relation à l'histoire de France.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Quelle cible choisir ?

Le président de l'UMP est en campagne, plus ouvertement que jamais. Mais le brillant démagogue de 2007 n'est plus que le metteur en scène brouillon d'une équipée qui prend des allures de déroute.

Les foudrises de Nicolas Sarkozy et le zèle ultra-libéral de ses affidés ont jeté des millions de citoyens dans les rues, provoqué des révoltes dans la police, le mouvement massif des magistrats, la colère de très nombreux militaires.

Alain Juppé, qui aurait dû quitter la vie politique après sa condamnation, Gérard Longuet qui n'est pas un ange, Claude Guéant, qui fait la propagande de son maître, ne pourront pas sauver le président des riches. D'ailleurs, il est possible que les hiérarques de droite fassent l'impasse sur l'élection de 2012 pour gagner celle de 2017. Telle est l'intéressante hypothèse exposée par Laurent Pinsolle (1). Nous avons connu ces calculs cyniques en 1981, quand un proche conseiller de François Mitterrand me confiait, peu avant le 10 mai 1981, que la défaite de son candidat permettrait l'élection de Michel Rocard en 1988. D'autres, dans la deuxième gauche, décidèrent qu'il fallait perdre les législatives de 1993 pour gagner l'élection de 1995. Et Jean-François Copé peut fort bien prendre exemple sur Jacques Chirac, qui milita activement pour la défaite de Valéry Giscard d'Estaing.

Il nous faudra de temps à autre observer ces jeux sinistres sans s'y complaire et, surtout, sans entrer dans les « débats » montés par l'Élysée. La perception

de l'islam va changer en raison des révoltes et des révolutions dans les pays arabes et en Iran et la sempiternelle question de l'immigration ne saurait être sérieusement envisagée hors de la révolution économique et sociale que nous avons à accomplir en France et en Europe. Les discours sur la *laïcité*, les *racines chrétiennes*, les immigrés et l'insécurité ne sont que des opérations de diversion. Par rapport à quoi ?



Par rapport à la crise économique, financière, monétaire, sociale, qui frappe les États-Unis et l'Europe – à l'exception de la Russie qui se développe en affrontant d'autres problèmes. L'effondrement lent de l'Union européenne, l'échec de la zone euro et notre affaiblissement industriel devraient être au centre des débats politiques. Or Nicolas Sarkozy s'est aligné sur la chancellerie allemande et les socialistes attendent Dominique Strauss-Kahn, ou à défaut Martine Aubry, qui refusent tous deux d'envisager la nationalisation des banques, la sortie de l'euro et la protection économique qui nous permettraient de relancer

notre plein développement. C'est dire que toute l'oligarchie est dans le déni de réalité et tente de tenir les citoyens à l'écart des véritables enjeux, que ce soit par l'appel à la croisade ethnoculturelle ou par les niaiseries sur le *care*.

Nous pouvons échapper à ce piège en tenaille. L'incendie financier peut à tout moment détruire les fragiles édifices de l'oligarchie et ruiner les réputations les mieux établies. Et même si le feu est contenu, la situation restera prérévolutionnaire (2) et des déstabilisations inattendues peuvent se produire. Le peuple grec, trahi par les socialistes et qu'on disait écrasé, est engagé dans une lutte quotidienne qui finira par porter ses fruits. Elle inspirera d'autres mouvements nationaux. Mais comme on marche mieux sur un terrain dégagé, il importe de bien choisir ses cibles. La maison Sarkozy étant en voie d'autodestruction, il est préférable de concentrer le tir sur le naufrageur n°1 bis : comme plusieurs de nos compagnons de route, nous pensons que dissuader Dominique Strauss-Kahn de se présenter est un acte de salut public. Le riche dilettante ne nous intéresse pas et son histoire personnelle nous laisse indifférents. Notre attaque, strictement politique, vise l'oligarque globalisé, l'ultra-libéral qui participe aux expéditions punitives contre les peuples et qui s'acharne à sauver les *banksters*. C'est par le plus intelligent, le plus séduisant, le plus efficace, qu'il faut commencer.

Bertrand RENOUVIN

☞ (1) cf. le *Blog Gaulliste libre* : <http://networkedblogs.com/f3HBp>

☞ (2) cf. la chronique publiée sur mon blog <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=2917> et sur le site de *Marianne2* : http://www.marianne2.fr/Paris-apres-Tunis-Le-Caire-et-Benghazi_a203360.html